

VOEUX AUX INSTITUTIONNELS

- Mardi 17 janvier 2012 -

Monsieur le Sous-Préfet,

Messieurs les Élus Suisses,

Monsieur le Député,

Messieurs les Maires et Élus des Communes de l'Agglo et des communes voisines,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Municipal,

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Je voudrais aussi saluer toutes les autorités civiles, religieuses et militaires présentes et les remercier pour leur action permanente.

Je souhaite saluer tout particulièrement les représentants du tissu associatif local qui assurent un rôle fondamental dans la vie sociale de notre ville.

Je veux vous dire que le travail bénévole que vous menez est remarquable, quel qu'en soit le domaine, éducatif, caritatif, culturel, sportif ou autre. Vous pouvez être fiers de votre engagement. Vous concrétisez par votre action quotidienne le « vivre ensemble » auquel nous tenons tant. Pour tout cela, la ville se devait de rendre hommage aux 243 associations que vous animez. Nous l'avons fait par une campagne d'information et de sensibilisation qui était aussi la marque de notre confiance et de notre respect envers votre autonomie d'actions.

Je salue également les nouveaux habitants d'Annemasse arrivés cette année. Avec mes excuses à quelques Annemassiens de longues dates qui ont simplement changé d'adresse cette année et qui ont reçu une invitation identique, le fichier utilisé ne faisant pas de différence entre les nouveaux arrivants et les déménagements internes à la ville. Mais cette erreur nous donne l'occasion de nous rencontrer et c'est bien ce qui compte. Annemasse est une ville qui bouge, qui grandit d'année en année et où le « turn-over » de population est important. Ces vœux sont donc l'occasion de dire aux nouveaux Annemassiens qu'ils sont les bienvenus à Annemasse et que nous souhaitons qu'ils s'intègrent très vite dans la vie de la ville, professionnellement, administrativement, et culturellement, certes mais surtout qu'ils soient des citoyens actifs et donc acteurs du « vivre ensemble ».

Et puis, je salue les représentants du tissu socio-économique que j'ai tenu à inviter très largement cette année. Là aussi permettez-moi de présenter mes excuses à certains d'entre vous qui ont reçu une invitation en tant que nouveaux Annemassiens. Quand on est installé à Annemasse depuis des dizaines d'années, je conçois que « ça puisse faire drôle » comme on dit. J'espère que vous avez vécu cette erreur technique avec humour et que cela vous aura forcément rajeuni, comme me l'a dit gentiment l'un d'entre vous. Et ça ne fait pas de mal ! Votre présence me permet de saluer le rôle déterminant du monde économique sur ce territoire dans une période de crise où l'emploi est au cœur de nos préoccupations. J'y reviendrai.

A tous, à chacun de vous ici présents, à vos familles, à vos proches, je vous souhaite, au nom du Conseil Municipal, une très bonne année 2012. Je vous adresse mes meilleurs vœux pour votre vie personnelle, vœux de santé et de bonheur et mes meilleurs vœux pour votre vie professionnelle, vœux de réussite.

Ensemble, je vous propose d'avoir une pensée forte et sincère pour tous ceux qui dû affronter en 2011 la maladie ou la perte d'un proche, et pour tous ceux qui, aujourd'hui, y compris sur notre territoire vivent dans la précarité, voire la misère.

J'ajouterai un temps de souvenir tout particulier pour quelques personnalités qui nous ont quitté cette année :

- Hélène Gabathuler, René Rougeron, Gérald Allain, anciens conseillers municipaux,
- Jean-Claude Moro, anciens Président d'Handy-Sport,
- Daniel Houlbert, Président de la FNACA (association d'anciens combattants)

Et puis, je voudrais aussi citer Oscar Berthet, ancien Maire de Bonne. Sans oublier une pensée très forte pour notre concierge Hervé Lesueur, parti il y a juste un an et pour Françoise Losfelt, Directrice du Centre de Loisirs de la MJC Sud depuis 30 ans et qui vient de nous quitter brutalement quelques mois après son départ en retraite pourtant bien mérité.

Je n'oublierai pas une pensée pour Gilles Jacquier, journaliste à France 2, Haut-Savoyard dont la mort nous rappelle que l'exercice de la liberté de la presse peut être dangereux et qu'elle est bien une condition fondamentale de la démocratie.

2011 aura bien été une année de crise. Et les informations économiques récentes, la dégradation de la note financière de notre pays n'annoncent rien de bon pour 2012. Cette crise a des conséquences très concrètes sur la vie de certains de nos concitoyens car notre région n'est pas épargnée même si elle peut apparaître quelques fois privilégiée par rapport à d'autres.

La crise a renforcé la précarité. Nos services sociaux, la Banque Alimentaire, les Restos du Cœur, l'Escale qui assure l'accueil de jour peuvent témoigner d'une réalité quotidienne qui voit toujours plus de monde rechercher une aide pour pouvoir s'en sortir.

Et même si nous sommes encore deux points au-dessous du taux de demandeurs d'emploi national, leur nombre a sensiblement augmenté dans notre région. Ce sont d'abord les travailleurs en CDD qui sont touchés et ceci des deux côtés de la frontière. Dans cette période très particulière, les écarts de niveau de vie s'accroissent entre ceux qui ont un salaire français proche du SMIC et qui ont du « mal à joindre les deux bouts » comme on dit - car le coût de la vie est élevé et la part du salaire consacrée au logement toujours plus forte - et ceux qui ont bénéficié d'une augmentation de leur revenu de 20 à 30% par l'application mécanique du taux de change tout en sachant qu'en ce domaine, rien n'est jamais durablement acquis.

Face à cette situation, la première responsabilité des élus, dans le cadre de leurs compétences qui restent bien limitées dans ces domaines, est de veiller à la cohésion sociale. Il nous faut limiter la fracture sociale en aidant ceux qui sont les plus fragilisés. Il ne s'agit pas d'assistanat mais d'équité sociale. Notre action doit aider chacun à gagner ou conserver son autonomie de vie donc sa dignité.

Dans le même temps, nous devons agir pour garantir les emplois existants en particulier défendre le tissu industriel dans notre agglomération. Ce n'est pas facile parce que nous n'avons souvent que notre volontarisme politique et que nous ne sommes pas acteurs de la politique économique d'un gouvernement. Ce n'est pas facile parce que dans notre région, la pression du grand commerce est là, à la recherche de tous les espaces fonciers où ils pourraient se développer en grignotant sur les activités industrielles. Ce n'est pas facile

parce que la tentation de la délocalisation, même quand elle choisit une autre région française, est forte. Ce qui s'est passé avec CUENOD illustre ces deux dernières remarques. Ce qui se passe avec SEFEA et son départ à Villers-le-Lac dans le Jura décidé par sa maison mère SWATCH, vient compléter la démonstration. Avec Annemasse Agglo dont l'économie est une de ses compétences, avec la Maison de l'Economie dont c'est le rôle, nous devons redoubler d'efforts pour garantir l'emploi. Et dans le même temps, renforcer encore nos initiatives pour attirer de nouvelles entreprises, elles-mêmes créatrices d'emplois. Nous nous sommes, ensemble, communes et agglomération, donnés des outils importants pour relever ces défis.

Par exemple, en créant des zones d'activités attractives comme la ZAC Sud-Ouest, première étape du Pôle Étoile Annemasse Genève, pour accueillir les services et le tertiaire ; comme Altéa, zone de haute qualité environnementale pour les entreprises de haute technologie et bientôt Borly 2 pour l'artisanat. Nous avons aussi des outils d'aménagement permettant de maîtriser le développement comme notre SCOT, véritable projet de territoire qui scelle l'unité de notre intercommunalité, SCOT auquel depuis est venu s'ajouter un DAC (Document d'Aménagement Commercial) qui assure un équilibre de ce développement commercial sur tout notre territoire.

Nous avons donc les moyens de gagner la bataille de l'emploi. D'autant que le commerce et les services continuent de créer des emplois et c'est une bonne chose. L'ouverture récente du centre commercial Praz du Léman avec la FNAC en est l'exemple.

A ces outils s'ajoutent des politiques convergentes dont on doit se féliciter. Deux exemples : le travail en cours sur le marketing territorial mené par Annemasse-Agglo qui démontre notre volonté partagée d'avoir une attractivité sélective et la mise en commun sur ce territoire des compétences de l'État et de la Région pour assurer toujours mieux l'adéquation emploi-

formation. Avec Monsieur le Sous-Préfet, j'ai la responsabilité de co-présider le Comité Stratégique de l'Emploi. Il y a là un vrai effort pour travailler ensemble, mettre tous les acteurs autour de la table et proposer des actions correspondants aux réels besoins du terrain. Pour la Région Rhône-Alpes, c'est près d'un million d'Euros qui sont injectés annuellement dans les circuits qui assurent sur notre territoire du genevois français la formation tout au long de la vie. Et, j'espère que 2012 rendra encore plus lisible pour tous donc plus efficace cet ensemble d'initiatives pour l'accès à l'emploi, à la formation et à la création d'entreprises qui pourrait être proposé dans le cadre d'une Cité des Métiers, partenaire de la Cité des Métiers de Genève.

Car cette bataille pour l'emploi et le développement économique, c'est bien au niveau de l'Agglomération Franco-Valdo-Genevoise qu'elle se gagnera. Et c'est ce qu'a bien compris l'ARC en unifiant les demandes économiques de la partie française.

Dans l'organisation et la maîtrise de notre territoire, on ne soulignera jamais assez l'avancée considérable qu'a été fin 2007, la signature du premier Projet d'Agglomération Franco-Valdo-Genevois. Nous avons pour la première fois défini ensemble, Suisses et Français, le devenir de cette grande région de 900 000 habitants dont plus de 350 000 vivent sur le sol français. Nous avons dit qu'il fallait protéger les espaces naturels, qu'il fallait développer les infrastructures de transports en commun et densifier le long des axes de déplacement.

Nous avons aussi affirmé la nécessité de rééquilibrer des deux côtés de la frontière les emplois et logement et dit que la construction de la métropole de demain ne devait pas occulter la vie quotidienne d'aujourd'hui ; d'où l'adoption de nombreuses actions relevant de ce qu'on appelle la politique des services.

2012, 5^{ème} année d'application de ce premier document franco-valdo-genevois verra la signature, je l'espère, du deuxième Projet d'Agglo pour les cinq années à venir. C'est pourquoi il est temps de mettre en avant les avancées. Elles sont réelles et décisives pour l'avenir.

C'est vrai pour tout ce qui concerne la protection de notre environnement, pour nos rivières, pour les corridors biologiques, pour nos espaces naturels (le Salève par exemple avec son PPT – Plan Pastoral Territorial - co-financé par la Région). Il faut souligner cet effort écologique partagé, il détermine pour aujourd'hui comme pour demain notre qualité de vie.

C'est vrai aussi pour les trams, le CEVA, les BHNS. Aujourd'hui, il faut garantir leur réalisation donc assumer les engagements financiers des uns et des autres y compris de Genève, la ville-centre de la grande communauté urbaine franco-genevoise.

Mais il faut aussi tirer la sonnette d'alarme sur ce qui ne va pas. Vous comprendrez que je veux parler de l'objectif de rééquilibrage emploi et logement. Sur le logement, on ne peut nier une volonté politique du Conseil d'État de Genève de tenir ses engagements. De nombreuses initiatives sont lancées. Mais trop souvent, elles se heurtent à des intérêts locaux particuliers très contestables. On ne peut avoir un double langage. Et je le dis très fermement à nos collègues et amis, élus locaux des communes suisses. Vous ne pouvez d'un côté dire : « Nous sommes d'accord pour construire plus de logements à Genève » et d'un autre côté ajouter, recours et votation à l'appui : « Oui mais surtout pas chez moi, pas dans ma commune ».

Quand un quotidien genevois titre « Excédés, les Genevois exigent des logements », j'ajouterai « Excédés les Français ne veulent plus construire à la place de Genève ». Ensemble, nous devons trouver les solutions, elles existent – et je suis optimiste – qui permettent un développement équilibré d'un territoire attractif, ce qui reste sa chance.

Nous affirmons ensemble, nous signons ensemble des documents, des plans d'urbanisme, un projet global qui démontre que nous sommes sur un même territoire, que nous avons un même bassin de vie, et que nous travaillons dans un même bassin d'emploi. Ces affirmations font l'unanimité. Tirons-en toutes les conséquences. Y compris dans le domaine économique où doit être affirmée une vraie solidarité économique.

Genève est la locomotive économique de notre région. C'est une chance pour tous. Mais, permettez-moi l'image : les wagons ne doivent pas rester en gare au gré des aléas économiques ! La crise a des conséquences sur l'emploi, y compris aujourd'hui à Genève. Il est donc normal d'affirmer, comme le fait le Conseil d'État de Genève, que la priorité d'embauche doit concerner les demandeurs d'emploi. Mais, une telle affirmation, partagée et évidente, ne doit pas cacher une quelconque préférence cantonale. Car alors, il s'agirait d'un retour en arrière, d'un repli sur soi, de la reconstruction d'un véritable mur à la frontière.

Puisque nous disons ensemble que nous sommes dans un même bassin d'emploi, affirmons ensemble que tous les demandeurs d'emploi issu du marché de l'emploi transfrontalier seront traités à égalité de droit à l'accès au nouvel emploi. Le Groupement Transfrontalier Européen le dit fortement. Nous devons, élus français, dire très nettement à nos amis Suisses : "Les frontaliers ne doivent pas être des variables d'ajustement aux hauts et bas de l'économie.

Tout ce qui ressemble à un repli sur soi est une concession aux idées populistes et renforce les mouvements qui les portent des deux côtés de la frontière. Une vision partagée, équilibrée de la vie économique de toute la région est une condition de la réussite de la construction de notre grande agglomération parce que nous avons une même communauté de destin".

Dans le même état d'esprit, c'est-à-dire le « gagnant-gagnant », j'espère que 2012 verra des mesures concrètes prises avec Genève pour dépasser le déficit de personnel de santé. J'ai là aussi bon espoir. Nos discussions avec Genève sont bien avancées. La Région Rhône-Alpes s'est engagée financièrement à reconstruire l'IFSI Annemasse-Bonneville sur le site d'Ambilly. Reste à déterminer les quotas de recrutement et à trouver les moyens de fidélisation des personnels dans nos hôpitaux. C'est d'autant plus important de réussir que 2012 verra l'ouverture du CHAL (Centre Hospitalier Alpes Léman) à Findrol, remarquable équipement public de santé et celle de l'hôpital privé Savoie-Nord à Annemasse au Brouaz.

Et l'on doit se féliciter que des plateaux médicaux de haut niveau technique soient mis à disposition de la population de notre région. Faisons en sorte que le personnel de santé dont on connaît la compétence et le dévouement soit en nombre suffisant pour que tout puisse bien fonctionner.

Ces problèmes posés, je veux réaffirmer que je crois comme la grande majorité des élus, à l'avenir de cette région transfrontalière. Elle se construira inéluctablement. Il y aura des à-coups mais il faut savoir garder le cap avec des valeurs fortes : d'équité et d'équilibre dans le développement, de complémentarité, de solidarité et de dynamisme. Nous avons une obligation de réussite. Il faut lever tous les obstacles y compris quand ils sont déposés sur le chemin d'un avenir commun par tous ceux qui n'ont pas compris ou qui

ne veulent pas cette grande agglomération. Il faut donc une volonté politique. Et elle existe portée par les élus locaux des deux côtés de la frontière et par nos partenaires Région et Département. Ce volontarisme politique démontre ici, la capacité que peuvent avoir les politiques de porter un projet ambitieux. Une gouvernance est nécessaire. 2012 verra la création du GLCT (Groupement Local de Coopération Transfrontalière) qui gèrera le Projet d'Agglomération associant tous les partenaires. Mais le défi aujourd'hui, c'est de faire partager à toute la population ce destin commun. Les citoyens français et suisses doivent s'approprier le Projet d'Agglomération et le débat démocratique, toujours source de progrès, doit s'approfondir. Il faudra sans doute pour cela avoir le courage de créer une Assemblée Transfrontalière rassemblant des élus des collectivités territoriales des deux côtés de la frontière, véritable parlement de notre grande agglomération.

C'est dans ce contexte régional qu'il faut resituer l'avenir de notre ville et d'Annemasse Agglo, sinon, vu de l'extérieur, on aura du mal à comprendre nos ambitions de développement et d'aménagement.

Répetons-le : Annemasse aujourd'hui, c'est 32 000 habitants dans une agglomération française de 80 000 habitants et dans une métropole transfrontalière de 900 000 habitants.

Nos investissements se situent à cette échelle. 2012 sera pour notre ville et pour notre agglomération une année charnière. Des projets se termineront comme la Place de la Libération et l'hôpital au Brouaz, d'autres se poursuivront comme Chablais-Parc et d'autres encore seront lancés comme la restructuration de la place du Jumelage, la reconstruction de la piscine devenue Centre Aquatique Intercommunal.

De nombreuses concertations publiques seront lancées avec l'agglomération autour du tram, du BHNS et de leur insertions urbaines ; ou encore du pôle urbain Étoile-Annemasse-Genève.

Des choix importants seront à faire pour retenir les architectes et la maîtrise d'œuvre de la nouvelle école et du gymnase attenant ; le concours d'urbanistes et d'architectes pour le pôle multimodal, c'est-à-dire la gare et les places attenantes, donnera également son verdict.

Et puis des réalisations importantes seront lancées ou poursuivies. Citons :

- l'enfouissement des lignes à haute tension au Vernand, conditions de sécurité pour l'alimentation de l'Agglo en électricité et amélioration sensible de l'image d'entrée de ville ;

- la chaufferie bois appelée à chauffer toute la ZAC Sud Ouest, le nouveau quartier Chablais-Parc ainsi que tous les immeubles voisins qui le demanderont, sera construite marquant notre profonde volonté d'être acteurs des nécessaires changements énergétiques.

- Dans le domaine sportif il y aura la réfection du toit du gymnase Sallaz et aussi du mur d'escalade ; un terrain synthétique au stade Henri JEANTET et de nouveaux vestiaires pour le terrain de Romagny, autant d'efforts pour permettre à toutes les équipes de foot, en particulier à celle des jeunes, d'avoir de bonnes conditions de pratique.

- Les MJC ne seront pas oubliées avec la nouvelle MJC de Romagny construite à partir de la Ferme Challut ; avec des travaux de mise en accessibilité de la MJC Centre et ceux qui permettront à la MJC Sud de s'intégrer au mieux sur la nouvelle place.

- Les écoles sont concernées avec les travaux de réfection de l'école La Fontaine et l'ouverture de la nouvelle école dans des locaux provisoires le long de la rue de Romagny ; nouvelle école car aujourd'hui je peux l'annoncer, en accord avec l'Inspection Académique : ce seront trois classes qui ouvriront en septembre 2012 avec une direction autonome.

- La construction des logements liée à l'ANRU se poursuivra notamment au Pré des Moutons, le long de l'avenue Lucie Aubrac.

- Nous accorderons toujours autant d'importance à la création d'espaces de respiration : bien sûr avec la place de la Libération mais aussi entre autres avec un nouvel espace public de de près de 3 000m², entre l'avenue Émile Zola et la rue Coquand.
- Et puis nous renouvellerons des expériences d'espace de piétonnisation élargi au centre-ville comme à Noël et les premiers travaux liés à la mise en site propre du BHNS seront lancés par Annemasse-Agglo ce qui entrainera des modifications importantes de voirie. Nous poursuivrons également des aménagements cyclables.

2012 verra aussi l'arrivée sur la ZAC Sud Ouest, le long de l'avenue Émile Zola, du siège de notre agglo mais aussi de la Région Rhône-Alpes avec son espace haut-savoyard, de la Cité de la Solidarité Internationale et de la Cité des Métiers.

Je pourrais encore allonger cette liste d'annonces pour 2012 ; parler des efforts qui seront faits sur l'espace public avec notamment la création d'un grand service "tranquillité publique" ; parler de l'e-administration pour le règlement en ligne par carte et d'autres aménagements pour faciliter l'accès du public aux services de la mairie. Je pourrais annoncer les efforts d'organisation faits pour mieux répondre dès la rentrée de septembre 2012 aux besoins de places en restauration scolaire et en péri-scolaire tout en maintenant un niveau qualitatif élevé. Les travaux engagés dans la Cuisine Centrale en sont un exemple. Je pourrais aussi développer les initiatives autour des temps forts de la vie annemassienne, carnaval, Festival du Livre Jeunesse, Musical'été, Bonjour l'Hiver et cette année en plus, le Défilé de la Biennale de la Danse.

Mais je préfère, vous donner un chiffre : 2012 verra un budget d'investissement record sans doute supérieur à 20 millions d'euros. Et j'ajouterai à ce sujet que le très faible endettement de la ville comme une gestion financière rigoureuse depuis plus de trente ans nous mettent en capacité d'avoir des projets ambitieux mais réalistes parce que capables d'être réalisés. Souhaitons simplement que la crise financière ne vienne pas, notamment par un surenchérissement du coût des emprunts, contrecarrer nos efforts.

Et, je vous propose de faire en images un zoom sur les grands projets en cours. Cela nous reposera un instant, vous et moi !

VIDEO

Permettez-moi de revenir sur le dernier volet de ce petit film.

On le voit bien, le rôle des élus municipaux est à la fois de répondre aux préoccupations quotidiennes d'aujourd'hui et d'élaborer des projets pour construire la ville de demain en anticipant sur l'avenir.

Chacun constate que cette ville bouge, que depuis trente ans elle s'est profondément transformée et qu'aujourd'hui les circonstances font qu'il y a une accélération dans son développement. Chacun voit les travaux en cours, en subit même les nuisances (merci à tous les habitants pour leur compréhension). Mais il est normal que ces mêmes habitants nous interpellent en nous demandant : "Où va la ville ? Quel est son devenir ? Comment toutes ces pièces de puzzle s'assemblent-elles pour faire une ville où l'on est bien ?"

Et bien, cette ville qui change, nous voulons la construire avec vous, dans la proximité, étape par étape, pour qu'à chaque moment il y ait une amélioration immédiate des conditions de vie. Nous voulons donner du sens et de la cohérence à ce changement.

Je voudrais reprendre les propos d'un sociologue et urbaniste, élu de la métropole de Rennes et que nous avons eu le plaisir et l'honneur de recevoir en octobre dernier, lors de notre colloque sur les éco-quartiers, Jean-Yves CHAPPUIS. Il nous dit qu'il n'y a pas qu'un projet spatial dans une ville, il y a d'abord un projet sociétal et il ajoute "il faut faire de l'intensité urbaine, pas de la densité, en développant les relations sociales. On peut et on doit faire de la technique urbaine, mais la ville n'est pas plus durable que numérique, c'est avant tout la rencontre de l'Autre, c'est donc la capacité à vivre ensemble".

Alors beaucoup de questions restent ouvertes pour dresser le décor et pour y organiser la vie au quotidien.

Ce que je vous propose avec toute mon équipe, solide, unie et déterminée, c'est de trouver les réponses ensemble.

Faisons de 2012 une année de débat et d'imagination partagés. Ce sera sans doute à partir de mars que j'inviterai tous ceux qui font la cité à s'impliquer : les élus bien sûr, tous les élus, les habitants, les acteurs socio-économiques, les usagers, vous tous donc.

"Annemasse 2020, notre ville demain" doit nous permettre de nous représenter concrètement la ville à venir à partir d'une mise en perspective des grands projets du territoire, de sa place dans l'agglomération et de son rayonnement.

C'est à une réflexion sans a priori que je vous appelle sur l'évolution du vivre ensemble pour construire dès aujourd'hui et pour demain, comme le dit Jean-Yves CHAPPUIS "une ville désirable".

2012, chacun le sait, sera aussi une année déterminante pour notre pays. Ce sera l'année des choix démocratiques que chacun assumera en fonction de ses convictions.

2011 a été "l'année des indignés". J'avais, il y a un an, fait du cri de Stéphane Hessel « Indignez-vous » le cœur de mon intervention. Qui aurait pu alors imaginer que cette indignation aurait un écho mondial, que l'exemple allait venir de Tunisie, puis d'Égypte ; que les valeurs de liberté pouvaient pénétrer en terre d'Islam et que cette démocratie qu'on dit en crise ou que certains croyaient réservée aux occidentaux pouvait susciter le sacrifice d'hommes prêts à mourir pour la liberté ? Personne ne sait ce que sera demain mais l'indignation contre les dictatures et les victoires ainsi remportées par les peuples redonnent l'espoir.

Dans le même temps, la crise financière a mis à nu une crise de civilisation qu'ont dénoncée les Indignés d'Athènes, de Madrid, du Caire ou de Wall Street.

Qu'est ce que ce monde où tout est passé au crible de la norme marchande et spéculative, où l'homme n'est qu'un capital et l'humain des ressources, où les malades sont des clients d'un hôpital, où les élèves dans une école sont des usagers ? Où un joueur de foot peut gagner 800 000 €uros par mois soit l'équivalent de deux vies professionnelles d'un ouvrier payé au smic. Qu'est

ce que ce monde où des agences de notation ont un pouvoir qui semble infiniment supérieur au pouvoir politique ? Et qui sont-elles ces fameuses agences ? Au nom de quoi exercent-elles un pouvoir qui, de fait, est politique ? Qui les sanctionne quand elles se trompent comme sur les subprimes longtemps et doctement notées AAA ? Comment accepter que ce pouvoir de notation symbolique, fondé sur « du vent », tiré de nulle part, ne procédant d'aucune légitimité puisse exercer une emprise de plomb et dicter toujours les mêmes recettes politiques ? Comment imaginer que l'on puisse penser leur soumettre un programme politique ?

Oui, décidément Monsieur HESSEL, il y a de quoi être encore "indignés". Il y a de quoi s'interroger sur un schéma où les peuples ne sont que des variables d'ajustement et donc la démocratie une procédure risquée. La conséquence peut être que la crise financière débouche sur une crise démocratique en ouvrant la porte à tous les populismes. Aujourd'hui, il faut sauver l'Europe, l'€uro et les capacités de croissance de notre pays. Mais ce sauvetage ne peut se faire sans les citoyens qui ne veulent pas être les seuls sacrifiés. Si la crise est systémique, c'est l'ensemble du système financier qui doit rendre des comptes et pas seulement les chômeurs de Salonique, Naples, Madrid, Lisbonne et de notre pays.

J'ai confiance dans notre pays, dans notre civilisation démocratique européenne. Dans ce contexte – et ce sera mon dernier souhait – 2012 peut être une chance.

Que le débat démocratique qui s'engage aille au fond des questions, que l'on quitte les petites phrases, les attaques personnelles pour passer aux propositions, que l'on nous propose des choix qui permettent de résoudre les problèmes de dettes et d'équilibre financier en mettant au cœur des solutions retenues : l'Homme, le travailleur, le citoyen. Que l'on ait un vrai débat pour que "la" politique, "le" politique reprennent leur place prépondérante.

Qu'enfin, ce ne soit plus les banques, les agences de notations ou les marchés qui imposent leur vision de l'économie, autant d'institutions abstraites qui prospèrent sur l'abandon du terrain par l'autorité publique. Que les élus du peuple – et nous allons les élire dans quelques mois – reprennent les rennes de la gouvernance. Après l'année des indignés, que 2012 soit l'année des décisions et de l'action politique.

C'est donc bien une année 2012 décisive que nous allons vivre. Une année de débats, d'échanges localement pour l'avenir de notre ville et de notre agglomération ; et nationalement pour l'avenir de notre pays.

Que chacun dans le respect mutuel, trouve sa place dans ces grands débats. Ensemble nous trouverons les réponses, j'en suis sûr parce que comme vous, j'ai confiance dans la démocratie.

Deux citations pour conclure, permettez-le moi :

Une de Georges Didi-Huberman, philosophe et historien qui nous dit qu'il faut savoir "dire oui dans la nuit traversée de lueurs et ne pas se contenter de décrire le non de la lumière qui aveugle".

Et puis en n'oubliant pas que 2012 est l'année du tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau qui nous rappelle que "L'opinion, reine du monde, n'est point soumise au pouvoir des rois ; ils sont eux-mêmes ses premiers esclaves". Libérons-nous aussi de cet esclavage.

Je vous souhaite, je nous souhaite une grande année 2012 et je vous renouvelle mes vœux les plus sincères.

Merci.

Christian DUPESSEY
Maire d'Annemasse,
Conseiller Régional